



Abonnez-vous dès 1\$



Newsletter



MOYEN ORIENT ET MONDE

« L'Iran est encerclé par les Américains »



L'ancien diplomate iranien Hossein Mousavian. Photo fournie par Hossein Mousavian

ENTRETIEN

Hossein Mousavian, chercheur à l'université de Princeton, ancien officiel et diplomate iranien, était l'invité de l'Institut Issam Farès pour les politiques publiques et les affaires internationales à l'AUB, lors d'une conférence, mercredi dernier, portant sur les enjeux du nucléaire dans la région et dans le monde.

Propos recueillis par Caroline HAYEK | OLJ

17/03/2017

Depuis 2011, le monde arabo-musulman a connu d'énormes bouleversements, et on a l'impression que l'Iran a été l'un des grands gagnants de ces dernières années. La République islamique a-t-elle les moyens de devenir la puissance de tutelle régionale ?

Ceux qui accusent l'Iran d'avoir une politique hégémonique veulent tromper l'opinion publique. Tout d'abord, il faut savoir ce que signifie une hégémonie dans la région. Je pense que ni l'Iran, ni l'Égypte, ni l'Arabie saoudite ne peuvent l'être au niveau régional. De leur côté, nos voisins arabes ont préféré inviter des puissances étrangères afin de maintenir la sécurité dans la région, et ce depuis des dizaines d'années. Cela a montré que c'est une mauvaise option. Ce qui est possible en revanche, c'est d'établir une coopération sécuritaire, comme c'est le cas en Europe. Les différences historiques entre l'Allemagne et la France, ou entre l'Allemagne et la Grande-Bretagne, étaient bien plus importantes que celles entre l'Iran et l'Arabie saoudite. Mais ces pays ont été assez intelligents, après des années de course à l'hégémonie, pour mettre tout cela de côté, et coopérer. C'est ce que l'Iran a proposé à ses voisins, juste après la guerre du Golfe. Hachemi Rafsandjani était président de la République islamique, j'étais moi-même ambassadeur en Allemagne, et Hans-Dietrich Genscher était ministre des Affaires étrangères allemand. M. Genscher est venu en Iran en 1991, où il a rencontré le président Rafsandjani, afin de proposer un projet de coopération régionale dans le golfe Persique (Arabo-Persique, NDLR). Le président iranien lui a laissé carte blanche. Après la réunion, M. Rafsandjani a envoyé son ministre des Affaires étrangères, Ali Akbar Velayati, dans tous les pays du Golfe afin de proposer le plan. Vous ne pouvez imaginer combien le ministre allemand était surpris et heureux à ce moment-là. Il est allé à Washington, mais il s'est fait envoyer sur les roses. Depuis, nous avons constamment réitéré la proposition aux pays du Golfe. Je me suis moi-même réuni en 1996 avec le roi Abdallah (régent à l'époque), à Djeddah. Nous avons discuté durant quatre nuits, de 23h jusqu'à 5h du matin, avec le fils de M. Rafsandjani et le prince Turki al-Fayçal, alors directeur de l'Agence saoudienne de renseignements. Nous nous sommes mis d'accord sur des relations bilatérales, mais pas sur une coopération régionale. Les Saoudiens ont dit que « leur boss » (les Américains) n'était pas d'accord. Nous avons continuellement brandi cette stratégie de coopération. Pas plus tard que le mois dernier, notre ministre des Affaires étrangères Mohammad Javad Zarif a proposé un forum entre l'Iran, les pays du Golfe et l'Irak, afin de créer une coopération régionale.

(Lire aussi : Washington sanctionne Téhéran, mais épargne l'accord sur le nucléaire)

Est-ce que l'expansion iranienne, via les milices chiïtes dans différents pays, accroît, selon vous, les rivalités sunnito-chiïtes ?

Tant que la rivalité perdure, tant que l'Arabie saoudite et les autres pays du Golfe continuent d'inciter les États-Unis à mettre la pression sur l'Iran, tant que ces pays continuent de flirter avec les Israéliens en pointant du doigt l'Iran et tant qu'ils continueront de manipuler la communauté internationale au détriment de la République islamique, les Iraniens ne resteront pas les bras croisés. Mais la plus grande menace sécuritaire, d'un point de vue iranien, est le fait que le pays soit encerclé par des dizaines de milliers de militaires américains, et des navires de guerre, en Irak, en Afghanistan, à Bahreïn, au Pakistan, en Turquie... Les Iraniens doivent créer une zone de sécurité pour leurs frontières. Les États-Unis font de l'Iran leur première menace sécuritaire. Et pendant 38 ans, ils ont tout fait pour que l'Iran s'effondre. C'est pourquoi la stratégie de l'Iran est celle de la défense de son intégrité.

Avec l'arrivée du nouveau président américain Donald Trump, l'Iran est à nouveau désigné comme une menace...

Donald Trump fera de même que les précédentes administrations américaines. Il vendra des milliards de dollars en armes aux pays arabes naïfs. Cela apportera encore plus d'instabilité dans la région.

Vous avez été le porte-parole de l'équipe iranienne lors des négociations sur le nucléaire de 2003 à 2005. Comment se passaient les négociations avec les Américains ?

Quand nous avons commencé à négocier, nous avons dit aux Américains et aux Européens que nous ne cherchions pas à nous procurer la bombe atomique, et ce n'était pas des paroles en l'air. Nous étions prêts à accepter un maximum de transparence, et nous avions les garanties que notre programme nucléaire n'allait pas se retourner contre l'OTAN. Nous voulions, comme bien d'autres pays, avoir des droits et bénéficier d'un programme nucléaire pacifique. Mais les États-Unis ont été fermes : zéro enrichissement d'uranium. L'Iran était face à trois choix : soit lever la main et demander ses droits, soit se retirer du TNP (Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires), soit résister, et c'est ce que nous avons fait. Nous ne pouvions pas sacrifier les droits légitimes d'une nation entière. En mars 2005, avant les élections, quand personne n'imaginait que Mahmoud Ahmadinejad serait élu, nous avons proposé un « package » aux Européens. Ces derniers étaient plutôt contents que nous puissions nous entendre sur les trois points : les garanties de non-diversion de l'énergie nucléaire à des fins militaires, une transparence maximale et un programme nucléaire ouvert. Mais les Américains ont refusé. Avant les élections, quand on s'imaginait encore que Hachemi Rafsandjani allait gagner, j'ai dit aux Européens que quiconque sera élu président redémarrera le programme nucléaire. Le calcul des Américains a été de nous imposer des sanctions drastiques, jamais imposées jusqu'alors, en espérant nous faire plier. Mais plus les sanctions ont été sévères, plus l'Iran a augmenté sa capacité d'enrichissement en uranium. Nous sommes un pays de résistance. Durant le second terme de la présidence de Barack Obama, il y a eu du renouveau au sein du gouvernement, et de bons partenaires pour les négociations ont émergé, comme John Kerry. La raison pour laquelle les États-Unis ont été amenés à négocier est parce qu'ils avaient échoué, après 38 ans de sanctions, à nous faire plier. L'accord conclu en 2015 est 100 % ce qui avait été proposé en 2005. Pourquoi les Iraniens ont accepté un enrichissement en uranium de moins de 5 %? Si vous écoutez un Américain, un Israélien ou un Saoudien, il vous dira que c'est à cause des sanctions. Mais nous avons proposé la même chose avant les sanctions.

(Lire aussi : Nucléaire iranien: Washington cherche encore sa position, selon le patron de l'AIEA)

Concernant la guerre en Syrie, l'Iran ne semble pas prêt à faire des concessions politiques. Quelle est votre vision du processus de résolution de la crise en cours?

Des concessions ? Pourquoi pas ? Il doit y avoir une réunion pour que toutes les parties s'accordent sur les principes de base. Si la Syrie s'effondre, on peut s'attendre à un effet domino. La souveraineté des pays arabes est le premier principe sur lequel on doit s'accorder. Puis, on devra s'entendre sur une véritable politique antiterrorisme pour la région. Il faudrait ensuite défendre les droits des minorités. Il faut surtout laisser le peuple décider de son futur, avec des élections en Syrie supervisées par l'ONU.

Quels sont les enjeux de la prochaine présidentielle en Iran ?

L'Iran est la nation la plus compliquée à ce niveau, car elle s'est toujours montrée imprédictible. En 1997, Mohammad Khatami ne s'attendait pas du tout à être élu. En 2005, personne ne pouvait prédire la victoire de Mahmoud Ahmadinejad. En 2013, Hassan Rohani a également été très surpris de remporter l'élection. Je pense que les gens ne disent pas la vérité lors des sondages, et qu'ils font leur choix à la dernière minute. Tous ceux qui s'amuseraient à prédire qui sera le prochain président serait naïf. Les démocrates vont soutenir M. Rohani. L'une des raisons pour laquelle les conservateurs ont perdu, est qu'ils avaient quatre candidats. Ils ne referont pas la même erreur cette fois-ci. S'ils parviennent à s'entendre, et à désigner un seul candidat, les élections promettent d'être intéressantes.

Lire aussi

[Un "tweet" ne peut remettre en cause l'accord nucléaire avec l'Iran, selon Paris](#)

[L'Iran respecte ses engagements dans le dossier nucléaire, selon l'AIEA](#)

[Rohani défend l'accord sur le programme nucléaire iranien](#)

[RETOUR À LA PAGE "MOYEN ORIENT ET MONDE"](#)